

## **Agir pour le climat**

**Roger Guesnerie**, Professeur au Collège de France et Président de l'Ecole d'économie de Paris

**El Hadji Fall**, conseiller économique du PNUD au Bénin

**Carlo Carraro**, Professor of Environmental Economics and Econometrics (Ca' Foscari University of Venice)  
**Pierre-André de Chalendar** Président-Directeur Général Saint-Gobain University of Venice

**Thomas Sterner**, Professeur en économie de l'environnement (University of Gothenburg), Titulaire de la Chaire « Développement durable – Environnement, Energie et Société » pour l'année académique 2015-2016 au Collège de France

**Cynthia Fleury**, psychanalyste, chercheur associé au musée national d'histoire naturelle ..... sur le thème contrat social et environnement.

### **→ Interventions**

**Roger Guesnerie**, Professeur au Collège de France et Président de l'Ecole d'économie de Paris

Réflexion sur le taux d'actualisation des coûts.

Parmi les choses que l'on peut transmettre aux générations futures c'est un planète en bon état.

Problème de la gouvernance mondiale.

- instrument réglementaire : les normes
- instruments économique : taxation, subvention, marché de quotas

Si je suis « un dictateur mondial bienveillant » alors je regarde les manuels qui m'indiquent que ce sont plutôt les marchés les plus efficaces.

Distribution de quotas égaux par tête à tous les pays.

Problème : les pays développés ne seront pas d'accord. Le problème de la répartition des quotas c'est celui de la répartition des coûts.

Le problème de l'environnement étant mondial, le seul outil au niveau mondial dont on dispose c'est les prix car les marchés sont mondialisés.

**El Hadji Fall**, conseiller économique du PNUD au Bénin

Bénin - Pays qui n'est pas émetteur mais principale victime.

Pb d'approvisionnement en eau.

Si on agit pas maintenant pour le climat : risque de conflits.

Agir maintenant : minimiser les coûts d'adaptation pour les pays les plus vulnérables.

Si on ne limite pas la hausse de la température, on aura 200 à 300 millions de réfugiés climatiques.

2/3 population en Afrique pas accès à l'énergie. Si 1 milliard de personne accèdent à de l'électricité par l'énergie fossile : pas durable.

Articulation financement du développement avec fin du développement durable. Accès à l'eau, à l'énergie mais par des moyens qui émettent peu de GES.

**Carlo Carraro**, Professor of Environmental Economics and Econometrics (Ca' Foscari University of Venice)

*Les Journées de l'économie (13, 14, 15 octobre 2015)*  
*Qu'attend-nous pour agir ?*

---

University of Venice)☒

Faut quand même utiliser maintenant énergie fossile car cela n'augmentera que de 3% les GES et permettrait plus de santé, de meilleure condition de vie aux pays en développement.

Si on veut limiter augmentation de la température il faut limiter les émissions aujourd'hui mais aussi enlever les émissions du passé. On a pas encore ces technologies. Mais il faut investir pour les avoir demain.

Les impacts sont importants ; 9% PIB New Jersey détruit par ouragan, soit plus que les cinq ans de crises éco.

Pays développés sont à l'origine du problème donc doivent aider les PED.

**Pierre-André de Chalendar**☒Président-Directeur Général Saint-Gobain

Les entreprises sont souvent considérées comme la source du problème. Mais les entreprises sont aussi la solution du problème.

Saint Gobain gros émetteur de GES. Mais aujourd'hui contributeur positif net. Plus du tiers des GES vient du chauffage. Solution : il faut mieux isoler, Saint-Gobain nouvelle génération de verre.

En 4 mois de chauffage on a remboursé le nouveau vitrage donc les entreprises fondamentales si on veut traiter GES.

**Thomas Sterner**, Professeur en économie de l'environnement (University of Gothenburg), . Titulaire de la Chaire « Développement durable – Environnement, Energie et Société » pour l'année académique 2015-2016 au Collège de France

Plus l'essence est taxée et plus la C° est faible.

Copenhague : impuissance des grands leaders pour trouver un accord. A Paris on essaie, il y a plus de pays mais risque de demander un peu moins ;

Si INDC (Intended Nationally Determined Contributions) pas assez contraignant faudra négocier pour le réduire mais pas évident.

Optimiste sur la technologie qui nous a sauvé par le passé.

Développement des énergies renouvelables. Surtout l'énergie solaire a des caractéristiques qui donne certains espoirs. Energie solaire : doublement tous les 2 ans. Mais ça ne suffira pas, il faut quand même un prix pour le carbone.

**Cynthia Fleury**, psychanalyste, chercheur associé au musée national d'histoire naturelle sur le thème contrat social et environnement.

La question de l'Etat de droit est réinventée par les défis climatiques.

Question environnementale comme question majeure : d'abord les philosophes, puis les politiques, conférence de Copenhague...

Toutes les vulnérabilités se renforcent : c'est là où l'Etat de droit est le plus faible, que la

situation éco est la plus difficile et que le pays est une victime principale du changement climatique.

Chacun est son propre *pharmakon* : poison et remède.

Comment respecter le cadre de la démocratie ? Il faut le cadre de légitimité de l'Etat-nation mais ce niveau n'est pas efficace pour un problème environnemental à l'échelle mondiale.

Question RES des acteurs est centrale.

Comment demain va-t-on chercher de l'efficace à un autre niveau, tout en donnant de la légitimité.

La planète comme non maison se sauvera toute seule mais la planète comme maison doit être sauvée.

Exemple - Parc Yasouni : important pour la biodiversité de la planète. Le président de l'Equateur était d'accord pour pas forer à condition d'être indemnisé.

C'est la souveraineté nationale qui a émise une volonté de gouvernance mondiale.

Un peu d'optimisme : la société civile est souvent pionnière pour inventer des solutions, et a en plus une capacité de pression.

Pour Cynthia Fleury il faudrait

- faire descendre une partie de la gouvernance mondiale (niveau inter-étatique de gouvernance mondiale)
- faire des parlements nationaux des acteurs de la gouvernance mondiale car il y a des instruments démocratiques au cœur de ces gouvernances.

### → Question de la gouvernance mondiale

**Pierre-André de Chalendar** ☐ Président-Directeur Général Saint-Gobain

Pour la souveraineté on a pas trouvé mieux que l'ONU.

**Roger Guesnerie**, Professeur au Collège de France et Président de l'Ecole d'économie de Paris

Il faut respecter la souveraineté démocratique.

Taxe contre marché : Europe aurait dû mettre une taxe généralisée

Ce qui n'empêche pas un Kyoto entre les Etats.

**Carlo Carraro**, Professeur of Environmental Economics and Econometrics (Ca' Foscari University of Venice) ☐

Les décisions ne sont jamais prises par l'Onu mais par les grands pays du monde. Il faut insister pour que le sujet climatique soit au G8, soit le sujet des ministres et pas uniquement le sujet des ministres de l'environnement.

**Cynthia Fleury**, psychanalyste, chercheur associé au musée national d'histoire naturelle sur le thème contrat social et environnement.

L'ONU est un élément clé car il permet d'avoir un cadre, les conditions de possibilités pour

que cela arrive.

Stratégie multiple : créer des lanceurs d'alertes, convoquer les grands entreprises pour leur capacité de changement en interne, imaginaire collectif sensibilisé quand sorte des films catastrophe sur l'environnement...

**Carlo Carraro** , Professeur of Environmental Economics and Econometrics (Ca' Foscari University of Venice)☒

Le problème se sont les ressources énergétiques. Les ressources fossiles sont moins chères que les renouvelable. Donc il y a un problème incitation d'incitation. Il faut que l'énergie fossile coute plus chère que la renouvelable.

**Roger Guesnerie**, Professeur au Collège de France et Président de l'Ecole d'économie de Paris

On est dans une économie mondialisée. Les économistes pensent que la taxe et la marché de droit sont en première approximation équivalente.

En seconde approximation au niveau mondial on a un problème entre le prix des matériaux issus du carbone et le prix des ressources fossiles.

Dans le post COP Paris il faut voir pour mettre en place une tarification mondiale du carbone et rapprocher les marchés existants.

**Thomas Sterner**, Professeur en économie de l'environnement (University of Gothenburg), . Titulaire de la Chaire « Développement durable – Environnement, Energie et Société » pour l'année académique 2015-2016 au Collège de France

NY est allé plus loin qu'UBER avec Lift qui permet avec 5\$ d'aller partout dans la ville à la condition que le chauffeur puisse s'arrêter à n'importe quel moment pour prendre d'autres passagers.

**Cynthia Fleury**,

Le problème est ce que l'on met derrière la croissance.

L'insécurité fait augmenter la croissance. Si derrière la croissance on met le progrès social, ok.

**Roger Guesnerie**

Eco du partage ne nous fait pas sortir de l'éco de marché. On fait de l'éco du partage dans l'éco de marché.

Pas facile de construire système alternatif du système de marché mondialisé dans lequel nous vivons.

**Pierre-André de Chalendar**☒Président-Directeur Général Saint-Gobain

Quand on aura réglé le problème du stockage de l'électricité les énergies renouvelables pourront prendre plus d'importance.

Aujourd'hui le charbon c'est la pire solution.

Le gaz émet moins de GES que le charbon.

Solution si on arrive à capture les GES dans les centrale à charbon.

**Thomas Sterner**

La croissance c'est un dérivé. Je suis pour la croissance mais ce qui est important c'est la structure de l'économie.

Il y a la question de la vitesse. Si on va vite on arrivera plus vite à Paris mais il y a le problème de la direction. Si on va vite mais dans la mauvaise direction, on n'y arrivera pas.

**Carlo Carraro**

Tesla produit voiture électrique et aussi batteries pour les maisons. Les américains sont en train d'acheter ces technologies.

Saut technologique fondamental pour se mettre à niveau est raisoudre le problème en même temps. Accès à l'énergie électrique cela résout le problème de la santé, de l'éducation.

**Cynthia Fleury,**

Question de l'intégration sociale du progrès technique.

Rôle du politique : le progrès technique vient transformer la vie sociale.

Le politique doit choisir d'investir massivement sur certaines innovations.

Qu'est ce qui vient transformer les comportements ?

- la question éco
- la question du temps : perception du temps gagner
- la question du confort ou de l'usage : appropriation culturelle de ces usages ;

Amartya Sen : Citoyenneté capacitaire

Au niveau du traité de Lisbonne ICE : Initiative Citoyenne Européenne

Pour l'instant nouvelle boîte noire.

Mais demain première ICE en cours sur le droit à l'eau !